



N° 2

Novembre 2021

ACCENTS.

Bulletin d'information romand



Photo: pixabay.com

APPLAUDIR NE SUFFIT PAS

En 2017, l'Association Suisse des infirmiers/ères (ASI) lançait l'initiative populaire « Pour des soins infirmiers forts », validée en huit mois seulement. En 2018, un contre-projet a été élaboré par le Parlement mais celui-ci ne va pas assez loin et justifie que l'initiative soit soumise au peuple le 28 novembre 2021.

PP

3001 Berne
Post CH AG

La durée de vie augmente et malheureusement aussi le nombre de personnes souffrant de maladies chroniques. En première ligne, ce sont les infirmiers/ères qui prennent soin de ces patients. Cependant, la Suisse ne forme même pas la moitié du personnel dont elle a besoin : seulement 56% du personnel infirmier dont le pays a besoin a été formé. La Suisse aura besoin de 65'000 soignants supplémentaires d'ici 2030. Un autre problème est le mal-être des soignants. En effet, 20-40% du personnel infirmier présente des symptômes de burn-out, dépression ou d'anxiété et ceux-ci se sont encore accentués à cause de la crise du coronavirus et l'incertitude que celle-ci a provoquée et provoque encore. Les conséquences sont indéniables. Chaque année, environ 2'400 soignants quittent la profession infirmière, dont près d'un tiers avant l'âge de 35 ans. Cela entraîne une conséquence directe sur les patients et notamment sur la qualité des soins et la sécurité des patients. Or il

a été prouvé qu'une dotation suffisante en personnel infirmier a pour conséquence des centaines de décès et d'hospitalisations en moins. Des coûts considérables et beaucoup de souffrances peuvent ainsi être évités.

Contre-projet indirect insuffisant :

Le contre-projet du Parlement se concentre sur la formation. Il prévoit que la Confédération et les Cantons débloquent 469 millions chacun, répartis sur huit ans, afin de former davantage d'infirmiers/ères. Pour l'ASI, le fait d'améliorer les conditions de travail et de garantir une dotation en personnel suffisante manquent à l'appel. En effet, il ne sert à rien d'augmenter le personnel formé si celui-ci continue à quitter la profession au bout de quelques années.

Ce que demande l'initiative :

Premièrement, il est important de garantir la formation d'un nombre suffisant d'infirmiers/ères et donc de promouvoir la formation et la for-

mation continue. Ensuite, il est primordial que la qualité des soins et la sécurité des patients soient garanties. Finalement, le point d'orgue est l'amélioration des conditions de travail. Il est essentiel de rendre la profession plus attractive, en permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle plus facilement. Une revalorisation salariale en faveur du personnel soignant pourrait aller dans ce sens en reconnaissant leur mission si indispensable.

Mot de la fin :

Pour le PEV, parti du centre et des valeurs, la conscience doit être placée au-dessus des intérêts et l'homme au-dessus du pouvoir. C'est pourquoi, aidez-nous à améliorer la condition des infirmiers/ères, ce personnel soignant qui veille sur vos parents, vous-mêmes et vos enfants. Votez OUI le 28 novembre 2021 pour des soins infirmiers forts, aujourd'hui et demain.

**ANNE W., INFIRMIÈRE ET
MEMBRE DE L'ASI**

REFLEXIONS



Passion pour notre prochain

Vous souvenez-vous ? Au printemps 2020, nous avons applaudi le personnel soignant chaque soir, sur les balcons. Le vote sur l'initiative "Pour des soins infirmiers forts" nous le rappelle cependant : les conditions de travail du personnel soignant ne sont toujours pas à la hauteur de notre enthousiasme d'alors. Or, la difficulté de recruter, former et garder le personnel infirmier n'est pas nouvelle. En 2014, le programme du PEV avait déjà pointé le besoin d'investir durablement dans l'attractivité et la formation continue des professions de la santé. Les priorités politiques du Parlement étaient ailleurs, hélas...

Aujourd'hui, l'investissement dans la famille est fiscalement mal valorisé. Ce numéro vous présente des arguments pour expliquer pourquoi le modèle du splitting familial est plus juste que l'imposition individuelle. En résumé, la "passion pour l'humain" de notre slogan ne se limite pas à une redistribution fiscale ou à des places de crèches supplémentaires !

Prendre soin les uns des autres, servir notre prochain et ainsi affirmer sa dignité, voici les fondamentaux du PEV. Le triple accord "durabilité, justice, dignité humaine" résonne clairement dans l'actualité et nous passionne, même loin des applaudissements.

FRANÇOIS BACHMANN, PENTHALAZ (VD)
francois.bachmann@pev-vd.ch

COQ IMPERTINENT

LA BONNE DIRECTION OU UN MIROIR AUX ALOUETTES ?

L'initiative pour une imposition individuelle a été lancée il y a peu. L'intention en est louable, plus d'égalité entre les différents types de couples. Mais est-ce vraiment le cas ?

Quelle surprise ! Le PEV du Canton de Berne s'est récemment prononcé en faveur de l'imposition individuelle. Mais voyons si ce système fiscal traite vraiment les familles de manière égale et sans interventionnisme.

Aujourd'hui, l'imposition individuelle est appliquée aux célibataires et aux couples non mariés. Les couples mariés et les couples vivant en partenariat enregistré sont imposés conjointement. En raison de la progression fiscale, les impôts sont plus élevés pour les couples mariés. Cette injustice est nommée la « pénalisation du mariage ». A l'opposé, l'imposition individuelle est défavorable aux couples mariés avec un seul revenu et favorable aux couples où les deux conjoints apportent leurs salaires.

Un argument avancé pour soutenir le nouveau système est qu'il favorise l'égalité sur le marché du travail. De ce fait, la pénalisation du mariage serait abolie, ce qui motiverait les femmes à travailler à l'extérieur. Mais, en voyant ses deux petits poussins courir à tout bout de champ autour de leur maman, le Coq se dit que la « pénalisation du mariage » n'est pas une vraie motivation pour réduire sa charge de travail. Les avantages fiscaux sont négligeables comparés aux frais de garde à l'extérieur, l'organisation familiale, la charge mentale et l'agenda qui déborde. Autant de raisons pour que les mères réduisent leur temps de travail. Le manque d'égalité dans les couples est premièrement causé par la difficulté de concilier famille et emploi.

Une mise en cause de l'institution du mariage ?

Mais, peut-être, la justification du nouveau système est-elle d'un autre ordre, plus insidieux. Elle attend de nous un lien INDIVIDUEL avec l'État plutôt que en tant que FAMILLE. Serait-ce une mise en cause de l'institution du mariage ? Car, au



Photo: pixabay.com

L'imposition individuelle est-elle vraiment neutre par rapport au style de vie des couples ?

bout du compte, les dépenses, et les ressources, d'une famille sont relatives à un ménage commun et solidaire, incluant les poussins.

Si l'on cherche un système équitable et qui fasse disparaître la pénalisation du mariage, pourquoi ne pas introduire le splitting des revenus ? Ceux-ci sont mis en commun et

ensuite divisés par le nombre de personnes qui vivent de ces revenus. C'est probablement une variante valable pour que l'État établisse une neutralité fiscale par rapport au choix de vie et à l'organisation interne du couple.

LE COQ/IN IM/PERTINENT
romandie@evppev.ch



annonce

Action paquets de Noël

Participez ! Sous paquetsdenoel.ch vous trouverez une liste de 500 lieux de collecte dans toute la Suisse où vous pouvez déposer vos paquets de Noël.

Paquets pour adultes

1 kg de farine, 1 kg de riz, 1 kg de sucre, 1 kg de pâtes alimentaires, chocolat, biscuits, café (moulu ou en poudre), thé, dentifrice, brosse à dents (emballage orig.), savon (emballé dans une feuille d'aluminium), shampoing (bouchon scotch), papier à lettres, stylos, éventuellement cartes postales, bougies, allumettes, ficelle, chaussettes, bonnet, gants, écharpe

Paquets pour enfants

Chocolat, biscuits, friandises (bonbons, oursons gélifiés, etc.), dentifrice, brosse à dents (emballage orig.), savon (emballé dans une feuille d'aluminium), shampoing (bouchon scotch), 2 cahiers ou blocs-notes, stylos, gomme, crayons de couleur ou feutres, 2-3 jouets tels que puzzle, balle, bulle de savon, peluche, petite voiture, etc. Éventuellement chaussettes, bonnet, gants, écharpe

Veillez SVP mettre tous les produits de la liste dans les paquets. C'est l'unique façon pour que les paquets passent la douane sans problème et cela garantit une distribution simple et équitable.

PC 30-222249-0 | IBAN CH74 0900 0000 3022 2249 0

www.paquetsdenoel.ch

ACP
acp-ch.org

ostmission.ch
Mission chrétienne pour les pays de l'Est

HMK
hmk-aem.ch

licht im Osten
lio.ch

LILIAN STUDER ÉLUE À L'UNANIMITÉ

Le 19 juin, l'AD du PEV Suisse réunie à Berne a élu la CN argovienne, Lilian Studer, comme nouvelle Présidente. Elle succède à Marianne Streiff, qui a été saluée avec une immense gratitude pour son énorme engagement et une standing ovation. Le CN Nik Gugger et François Bachmann, ont été confirmés comme vice-présidents.

Les délégués ont élu à l'unanimité la Conseillère nationale Lilian Studer comme nouvelle Présidente du PEV Suisse. Dans son discours inaugural, Lilian Studer, 43 ans, a évoqué les principaux défis de la politique suisse, à savoir les conséquences à long terme de la pandémie, la protection du climat après l'échec de la loi sur le CO₂, le dialogue avec l'UE et la justice intergénérationnelle dans la restructuration du système de sécurité sociale suisse. Le PEV peut relever ces défis en s'appuyant sur un socle stable de valeurs : "Les valeurs sur lesquelles nous fondons notre politique et notre engagement envers la société et pour une cohabitation harmonieuse sont éternelles : durabilité, justice et dignité humaine.", déclare Lilian Studer. "La vision qui en découle et nous

pousse à agir concrètement est une Suisse sans exploitation de la nature au détriment de la biodiversité et du climat, mais aussi une Suisse sans exploitation des personnes économiquement les plus faibles, ni des personnes vulnérables dans leur corps et leur travail. En bref : une Suisse sans exploitation. Ou, pour le dire autrement, une Suisse qui vaut la peine d'être vécue. Aux côtés de Lilian Studer, les délégués ont élu le Conseiller national Nik Gugger ainsi que François Bachmann, qui se sont tous deux représentés à la vice-présidence.

Le respect au lieu de la guerre de tranchées

Auparavant, Marianne Streiff, la Présidente sortante, avait exprimé son inquiétude quant à l'augmenta-

tion flagrante du niveau de violence et de force brutale contre les opposants, comme on a pu le constater dans les récentes campagnes de référendum de notre démocratie directe. Elle a appelé à mettre fin à cette guerre des tranchées et à traiter les divergences d'opinion de manière respectueuse, décente et aimante pour tous les protagonistes qu'ils partagent nos idées ou pas. «Je regarde en arrière avec une profonde gratitude pour un parti qui est un bâtisseur de ponts avec un profil clair et un engagement passionné et orienté vers des solutions au bénéfices des êtres humains et de l'environnement. », a déclaré Marianne Streiff dans le bilan de sa présidence. Les délégués ont fait leurs adieux à leur Présidente sortante avec une standing ovation.



Lilian Studer, élue unanimement comme nouvelle Présidente du PEV



Marianne Streiff honorée

OUI À l'initiative sur les soins infirmiers

Lors de son Assemblée des délégués à Yverdon-les-Bains, le PEV Suisse s'est exprimé en faveur de l'initiative sur les soins infirmiers et de la législation sur le Covid-19. En revanche, les délégués ont dit non à l'initiative sur la justice.

Face aux grandes tensions sociales actuelles provoquées par la pandémie, la Présidente du parti, Lilian Studer, a appelé les membres à s'engager pour la construction et la promotion de ponts entre les extrêmes. Les délégués ont clairement dit OUI à l'initiative sur les soins infirmiers. Le contre-projet du Parlement ne change rien à la surcharge chro-

nique des infirmières qui travaillent déjà actuellement, à leurs conditions de travail extrêmement difficiles et aux nombreux départs précoces dans la profession. C'est pourquoi l'initiative sur les soins infirmiers est nécessaire, puisque, à côté des dispositions incontestées sur la formation du personnel infirmier, elle exige aussi un nombre ma-

ximal de patients par infirmière pour garantir la qualité des soins infirmiers dont ceux-ci bénéficient, ainsi que de meilleures conditions de travail pour le personnel.

Ne pas mettre en péril le soutien aux entreprises victimes d'une crise qui dure

Les délégués ont enfin décidé de vo-

ter EN FAVEUR de la législation sur le Covid-19. La révision de la loi prévoit des mesures essentielles, faisant l'objet d'un budget complémentaire, pour apporter un soutien financier aux entreprises, aux indépendants et aux salariés en cette période de crise persistante.

CONTACT

Bienne

www.pev-bienne.ch
info@pev-bienne.ch
 Silas Liechti
 079 511 83 69

Fribourg romand

www.evpppev-fr.ch/fr/actual/
romandie@evpppev.ch
 David Hausmann
 077 206 76 98

Genève

www.pev-ge.ch
info@pev-ge.ch
 Margarita Meier
 076 273 10 79

Jura

www.pev-ju.ch
info@pev-ju.ch
 Philippe Siraut
 079 435 80 82

Jura bernois

www.pevjb.ch
info@pevjb.ch
 Tom Gerber
 078 839 45 35

Neuchâtel

www.pev-ne.ch
info@pev-ne.ch
 Daniel Pfaff
 079 735 43 07

Valais

www.pev-vs.ch
romandie@evpppev.ch
 Philippe Siraut
 079 435 80 82

Vaud

www.pev-va.ch
info@pev-va.ch
 François Bachmann
 079 668 69 46

RENCONTRE AVEC JOSHUA WASSERFALLEN, CANDIDAT AU GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS

IL NE CRAINT PAS DE SE MOUILLER

Février 2021. Le PEV décide de se lancer dans la course au Grand conseil neuchâtelois. Le parti cantonal est un peu en léthargie et il ne reste que trois semaines pour préparer les listes de candidats. Peu importe, une petite équipe se lève, hommes et femmes, expérimentés ou néophytes, pour défendre les valeurs du PEV. Parmi eux, Joshua Wasserfallen, un peune qui n'a pas peur des défis et qui veut défendre ce à quoi il croit. Une première pour lui...



Joshua Wasserfallen, 22 ans
célibataire, habite à Neuchâtel.
Électricien en tableaux élec-
triques. Motard et passionné de
vieilles mécaniques. Candidat
au Grand conseil neuchâtelois
sur la liste PEV-NE aux élections
cantonales en 2021.

Joshua, quand et pour quelles raisons as-tu commencé à t'intéresser à la chose politique ?

La politique est une tradition familiale. Je baignais donc dedans et j'ai commencé à m'y impliquer quand j'ai pu commencer à défendre les valeurs auxquelles je suis attaché, au niveau cantonal.

En tant que jeune, quels sont les thèmes ou les causes qui te motivent plus particulièrement ?

Un sujet qui m'interpelle tout parti-

culièrement ces temps est celui de l'écologie qui est omniprésente. La transition est nécessaire et urgente mais elle doit aussi être logique et réfléchie pour susciter l'adhésion de toutes les « classes sociales ».

Pour quels motifs as-tu décidé de t'impliquer plus précisément au PEV ?

Le PEV est un parti, voire le seul actuellement, qui revendique clairement des valeurs chrétiennes. C'est quelque chose d'important pour moi et qui me motive à me mettre au boulot.

Et qu'est-ce qui t'a poussé à te présenter aux élections au Grand conseil neuchâtelois en début d'année ?

Je trouvais dommage que le PEV Neuchâtel soit en léthargie depuis quelques années. C'était l'occasion de le réactiver, de faire parler de lui dans les médias et de le faire grandir.

Quel était ton état d'esprit quand tu as représenté le PEV-NE au débat télévisé avec les autres partis ?

Je parlais un peu méfiant face aux autres participants, bien plus habitués à ce genre de face-à-face. Mais avec une petite préparation, une bonne connaissance des thèmes



Photo: RTN

Un jeune neuchâtelois qui n'a pas peur de se lancer dans la campagne, même dans un débat télévisé avec des briscards de la politique.

que je voulais défendre et pas mal de bon sens, cela s'est bien passé.

Quels sont tes rêves pour les jeunes de ta génération, pour ton Canton et pour la Suisse ?

Nous avons, partout dans le monde une tendance à nous éloigner de plus en plus de valeurs qui sont importantes pour nous, quelles qu'elles soient. « On est en 2021 ! Il faut vivre avec son temps ! » entend-on dire. Bien sûr, mais Dieu ne change

pas, il est le même hier, aujourd'hui et le sera demain. Et nous devons rester attachés aux valeurs fondamentales qu'il nous a données.

Merci pour ta franchise et ta clarté de vue, Joshua.

INTERVIEW:
PHILIPPE SIRAUT
philippe.siraut@evppev.ch

14 et 21 novembre 2021

Nous voulons
nous tenir aux côtés
des chrétiens
persécutés.

SOYONS SOLIDAIRES!



**DIMANCHE
DE L'EGLISE
PERSECUTEE**

www.persecution.ch

**Réseau
évangélique
suisse**

Annance

BATISSEURS DE PONTS

Les deux meilleurs bâtisseurs de ponts parmi les 200 Conseillers nationaux sont Nik Gugger et Marianne Streiff, tous deux du PEV ! Une évaluation à grande échelle réalisée pour la première fois par CH Media le prouve. Dans cette discipline, les CN du PEV sont "imbattables" : ils sont "maîtres dans l'art de jeter des ponts politiques". Nik Gugger est en tête de l'indice de construction de ponts, à mi-parcours de la législature, avec 219 points, suivi de sa collègue Marianne Streiff en deuxième position. Près de 2'900 propositions faites de-

puis décembre 2021 ont été évaluées pour voir dans quelle mesure chaque Conseiller national a réussi à mobiliser un soutien pour ses préoccupations au moyen de signatures d'autres collègues Conseillers nationaux et combien de fois il a signé les propositions des autres, un "indicateur de volonté de compromis" qui "montre une volonté fondamentale de rechercher des solutions communes", écrivent les spécialistes. Nik Gugger a l'habitude de faire un pas vers ses collègues, "en particulier ceux des autres camps politiques".



Photos: Rebekka Suter



Nik Gugger et Marianne Streiff sont les meilleurs bâtisseurs de ponts

PAS D'EXCEPTION

Le PEV a depuis longtemps été à l'avant-garde de l'initiative populaire "Pour l'interdiction des exportations d'armes vers les pays en guerre civile (initiative correctrice)". Lors de la session d'été, le Conseil des États a clairement recommandé le rejet de l'initiative populaire elle-même. Mais elle a aussi clairement approuvé le contre-projet indirect du Conseil fédéral. Avec une majorité composée de membres du

Conseil des États et du Centre, la proposition a été sensiblement durcie sur un point très important pour le PEV : une procédure d'exception par le Conseil fédéral a été supprimée, bien que par une marge étroite. Avec cette décision, le Conseil des États a fait un grand pas en direction des initiateurs. L'affaire passe maintenant au Conseil national qui devrait suivre.



Photos: pixabay.com

Pas d'exception à l'interdiction d'exportation d'armes pour le Conseil fédéral !

AVANCÉE HISTORIQUE

Enfin une avancée historique dans la transparence du financement politique ! La majorité des deux chambres du Parlement fédéral a approuvé le contre-projet très fort à l'initiative sur la transparence. Cela signifie que la première réglementation de la transparence à l'échelle suisse est dans sa dernière ligne droite. Elle prévoit diverses obligations de divulgation et des mécanismes de contrôle pour les dons aux campagnes électorales et référendaires. Le PEV a toujours soutenu à la fois l'initiative et le compromis obtenu ultérieurement.

Celui-ci stipule que les dons aux campagnes électorales et référendaires ne devront être divulgués que s'ils dépassent 15'000 CHF (l'initiative avait demandé un seuil de 10'000 CHF). Les contrôles se limiteront à des vérifications ponctuelles. Enfin, la réglementation s'appliquera également au Conseil des États, qui souhaitait initialement se faire une exception pour lui-même. Les principales demandes du comité soutenant l'initiative sur la transparence sont ainsi satisfaites. L'initiative peut donc être retirée !



Photo: Dirk Meisel

Objectif atteint : l'initiative peut être retirée.

SUCCÈS POUR LES FEMMES

Succès pour une motion de Marianne Streiff. Lors de sa session d'été, le Conseil national a adopté sa motion «L'histoire des femmes en Suisse devrait être rendue visible dans un musée national». La motion charge le Conseil fédéral d'élaborer un concept pour une «Maison de l'histoire des femmes». Dans le passé, l'histoire de la Suisse était largement écrite par des hommes sur des hommes. À ce jour, il n'existe pas de centre na-

tional présentant des perspectives féminines sur l'histoire suisse. On oublie souvent que les femmes ont été actives avec succès dans la politique, les affaires, la science, l'art et la culture bien plus tôt qu'en 1971. Une participation constructive de la Confédération à l'élaboration du concept augmenterait considérablement les chances de sa réalisation ultérieure.



Un centre pour présenter les perspectives féminines sur l'histoire

À L'ETRANGER POUR REPRÉSENTER LA SUISSE

Dans le cadre d'un double anniversaire de relations mutuelles, le Ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis s'est rendu début juillet dans les États baltes de Lituanie, d'Estonie et de Lettonie en compagnie de deux membres du Conseil national, Lilian Studer et Corina Greddig : il y a 100 ans, la Suisse reconnaissait l'indépendance de la Lituanie et il y a 30 ans, après l'effondrement de l'Union soviétique, les relations bi-

latérales ont également repris avec les deux autres États. La délégation a également pris part à la Conférence sur la réforme de l'Ukraine, qui se tient chaque année dans un pays hôte depuis 2017. Son objectif est de soutenir le processus de réforme en Ukraine et de formuler des recommandations d'action.



Nik Gugger, ses collègues de l'OSCE et la responsable dans un lieu de scrutin

En juillet également, le Conseiller national Nik Gugger s'est rendu en Moldavie pour y observer les élections parlementaires sur mandat de l'OSCE. La République de Moldavie, située entre la Roumanie et l'Ukraine, est l'un des trois pays les plus pauvres d'Europe. Minée par la corruption et le crime organisé, elle n'offre que peu de perspectives socio-économiques à ses 3.1 millions d'habitants. En conséquence, l'émigration de la jeune génération est



particulièrement importante. Le pays a besoin de réformes de toute urgence. Selon le rapport final de Nik Gugger, les élections législatives anticipées se sont déroulées sans problème majeur. Le parti pro-européen et réformateur "Action et Solidarité" (PAS) de la présidente Maia Sandu a remporté 63 des 101 sièges, la part des femmes élues étant de près de 40 %. Maia Sandu est considérée comme incorruptible et pro-européenne.



Lilian Studer avec le CF Ignazio Cassis en mission diplomatique

TRAFIC DES ÊTRES HUMAINS

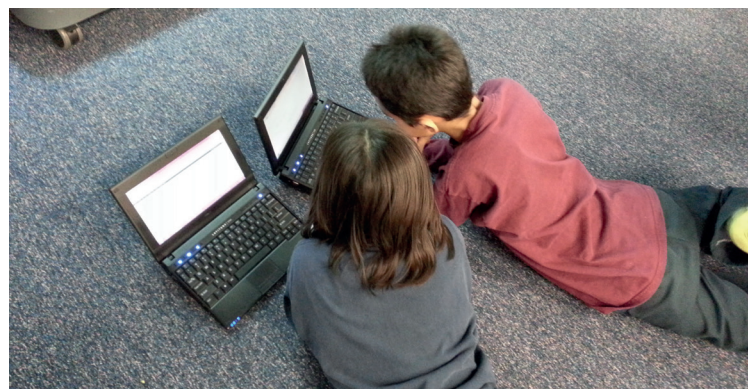
Selon les médias, la mise en œuvre des deux plans d'action nationaux contre la traite des êtres humains semble s'essouffler. Marianne Streiff a donc interpellé le Conseil fédéral, lors de l'heure des questions, en lui demandant quelle importance il accorde encore aux mesures prévues dans ces plans pour améliorer la lutte contre la traite des êtres humains et protéger les victimes potentielles en Suisse. Dans sa réponse, la Conseillère fédérale Keller-Suter a indiqué que fedpol évaluait actuellement la mise en œuvre du 2ème plan d'action national et que des experts tels que le Service spécialisé sur la traite et la

migration des femmes (FIZ) étaient également consultés. Selon la Conseillère fédérale, il est clair que "la majorité des 28 mesures du PNA ont été mises en œuvre". Cependant, les experts consultés, comme le FIZ, voient les choses différemment : environ la moitié des mesures ne sont pas mises en œuvre. Le Ministère de la Justice laisse tout simplement tomber des projets élaborés ensemble depuis des années ou affaiblit les mesures à tel point qu'elles ne sont plus guère utiles aux victimes. Nous attendons avec impatience le rapport d'évaluation.

PROTECTION DES MINEURS

De nos jours, il est très difficile pour les parents de protéger leurs enfants et leurs adolescents contre les risques d'internet. Il y a plusieurs appareils numériques dans chaque foyer et internet est accessible partout. Les films sont de plus en plus violents et les mineurs jouent à des jeux vidéo de plus en plus tôt, avec des restrictions d'âge dépassant largement leur propre âge. La nouvelle loi fédérale veut contrer cela et protéger les mineurs des contenus qui mettent en danger leur développement physique, mental, psychologique, moral ou social. Nous pensons qu'il s'agit d'une étape

importante pour le développement sûr et sain de nos enfants et de nos jeunes. En particulier pour les scènes de violence ou à caractère sexuel, il est extrêmement important que les restrictions d'âge soient appropriées et surtout appliquées. Aujourd'hui, le débat se termine avec succès. La nouvelle loi fédérale responsabilise non seulement les parents, mais aussi les fournisseurs de ces médias. Ils sont tenus d'appliquer des limites d'âge uniformes dans toute la Suisse.



QUEL FUTUR POUR LA STABILISATION DE L'AVS ?

La majorité du Conseil national a relevé l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. La restructuration de l'AVS se fait-elle sur le dos des femmes et est-elle durable ? Trois questions à Marianne Streiff :

Marianne, tu as accepté cette modification de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans. Pourquoi ?

Parce que nous devons agir maintenant. Nous avons également une responsabilité envers les générations futures. C'est un compromis mais, sans compromis, il n'y aura jamais de solution. Ce relèvement de l'âge de référence de la retraite des femmes constitue un pas important vers la restructuration du système de sécurité sociale.

Mais l'AVS ne sera-t-elle pas finalement restructurée sur le dos des femmes ?

Non. Une partie considérable de cet allègement financier sera à nouveau utilisée pour des mesures compensatoires en leur faveur. Les six premières volées de femmes retraitées après l'entrée en vigueur de la loi recevront un supplément de rente. C'était très important pour nous. Avec cette solution proposée par le Conseil national, la plupart des femmes de ces volées de transi-

tion verraient leur pension moins réduite que ne le prévoit le Conseil fédéral. Le relèvement de 0.4 point de pourcentage de la TVA constitue un deuxième pas essentiel vers la sauvegarde de l'AVS.

Est-ce la fin de l'histoire ou devons-nous prendre d'autres mesures de réforme ?

Si le Conseil des États adopte également notre proposition, le Conseil fédéral devra présenter un nouveau projet de loi d'ici fin 2026 pour stabi-



Marianne Streiff
Conseillère nationale, BE

Photo: Rebekka Suter

liser l'AVS à partir de 2030.

QUEL AVENIR POUR LA LUTTE ?

Le NON à la loi sur le CO₂ a renforcé les forces les moins constructives dans la lutte contre le changement climatique. Cependant, un abandon de cette lutte n'est pas envisageable. Que peut-on faire, Lilian Studer ?



Lilian Studer
Conseillère nationale, AG

Photo: Rebekka Suter

Que signifie l'échec de la loi sur le CO₂ pour la protection du climat en Suisse ?

Personnellement, ce rejet ne m'a pas étonnée mais m'a laissée très pensive. Le projet était complexe, mais bien réfléchi. Son objectif reste d'ailleurs le même. Des solutions ne doivent pas se faire attendre. Nous sommes mis au défi ici et aujourd'hui.

Que peut-on faire maintenant ?

Les extrêmes climatiques persistants de cet été ont une fois de plus souligné le besoin d'énergies renouvelables.

Il s'agit maintenant de mettre rapidement en œuvre des instruments incontestés et manifestement capables d'obtenir le soutien de la majorité de la population. Des mesures doivent être prises comme, dans le domaine de la mobilité, une impulsion technologique donnée par les voitures électriques qui pourrait conduire à une réduction rapide des émissions de CO₂. Toutefois, cela ne fonctionnera que si nous pouvons également fournir une infrastructure étendue de recharge des véhicules et combler le probable manque d'élec-

tricité avec de l'électricité renouvelable. L'augmentation de la taxe CO₂ sur les énergies fossiles reste aussi d'actualité, même si elle n'est pas de la même importance.

Comment le PEV va-t-il se positionner et s'impliquer ?

Dans le cadre de la révision de la loi, le PEV se battra pour des mesures acceptables par la majorité et qui vont dans le bon sens : promotion des énergies renouvelables et développement de l'infrastructure de recharge pour les voitures électriques.

QUELLES PERSPECTIVES POUR L'ACCORD AVEC L'UE ?

Le Conseil fédéral a rompu unilatéralement les négociations avec l'UE sur un accord-cadre institutionnel, avant la pause estivale. Quelles sont les conséquences de cette décision et que doit-il se passer ensuite ? Trois questions à Nik Gugger, membre de la Commission des affaires étrangères du Conseil national :

La rupture des négociations sur l'accord-cadre était-elle une étape nécessaire ?

Une rupture unilatérale de négociations nous mène rarement quelque part. L'UE a été déçue et frustrée. Heureusement, elle a signalé que la porte d'un accord reste ouverte, mais aussi qu'elle ne changera pas de position. La balle reste dans le camp de la Suisse pour définir plus clairement ce qu'elle veut et pas seulement ce qu'elle ne veut pas.

Quelles sont les conséquences de la rupture pour la Suisse ?

Sans solution, le temps nous est compté, tout simplement. Sans accord-cadre, par exemple, il n'y a pas d'accord sur l'électricité. Cependant, la Suisse possède la plus forte interconnexion internationale de son réseau électrique, qui est aujourd'hui de plus en plus menacée. En effet, le plus grand risque potentiel pour l'économie suisse, une pénurie globale d'électricité, est devenu plus probable. Nous sommes également

sortis des accords de coopération européens Horizon Europe, Erasmus+ et Creative Europe, de sorte que, par exemple, des start-ups ou des programmes de recherche importants ne sont plus cofinancés par l'UE.

Que pouvons-nous faire maintenant ?

L'UE a clairement indiqué qu'il était hors de question de poursuivre le développement des accords bilatéraux : une option à examiner pourrait être l'adhésion à l'EEE.



Nik Gugger
Conseiller national, ZH

Photo mise à disposition

MÊME LES VOIX D'UN PETIT PARTI COMPTENT !

La beauté de la démocratie suisse réside dans le respect des minorités et dans la capacité donnée à toutes les forces de bonne volonté de s'inscrire dans la vie politique locale.

À Fribourg, nous serions tentés de dire : à quoi bon s'investir ou voter pour un parti dont le nom semble parfois incompris et avec peu de chances de gagner un siège ?

Si ce genre de pensées m'ont régulièrement traversé l'esprit et si j'ai bien fait face à ce type de questions lors de discussions en terre fribourgeoise, je veux vous expliquer pourquoi je n'ai pas suspendu mon investissement au PEV ni mes encouragements à voter en faveur du PEV Fribourg.

Premièrement, en tant que chrétiens nous portons des valeurs et des motivations qui ont un goût d'éternité. Notre travail politique au service du bien commun ne sera pas forcément honoré par des résultats électoraux immédiats mais probablement ultimement lorsque le Roi des rois établira Son règne. Dieu ne méprise pas les petits commencements et la per-



Photo fournie

Norbert Valley, David Hausmann, Mirjam Lehmann, Niklaus Mosimann et Caroline Dodler : candidats PEV au Grand conseil fribourgeois

sonne qui aura su être fidèle dans les petites tâches du monde présent recevra alors certainement de plus grandes responsabilités dans le monde à venir. Notre obéissance sera un jour récompensée. L'heure est à se battre pour des valeurs chrétiennes comme la dignité humaine, la justice sociale ou encore le soin de notre planète.

Deuxièmement, il faut reconnaître que le PEV a aujourd'hui sa place dans le Canton de Fribourg et que, lors d'élections notamment, nous avons une chance énorme de rendre visibles, audibles, nos propositions politiques. La communication intense sous ses différentes formes, la

présence médiatique et la rencontre des gens sont des facteurs favorisant l'influence à l'échelle cantonale, même d'un petit parti !

Troisièmement, le PEV permet aussi de présenter aux élections des candidat.e.s qui s'engagent publiquement au sein des différentes autorités en se laissant guider par les principes de l'Evangile. Si l'Eglise se doit de demeurer séparée de l'Etat, il n'empêche que Dieu appelle un grand nombre de Ses enfants à prendre des responsabilités politiques. Je crois sincèrement qu'il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus... Le PEV est un espace favorable pour que des chrétiens trou-

vent le chemin de l'engagement politique et grandissent en compétences au service du pays. Il est nécessaire de soutenir de telles personnes qui portent les valeurs chrétiennes dans la sphère politique cantonale. Finalement, la victoire est à célébrer à chaque fois que nous pouvons rendre visible, audible, l'expression de nos valeurs. Voter PEV à Fribourg permet de défendre durablement les valeurs chrétiennes dans notre Canton ! Le 7 novembre, votez PEV Fribourg ! Votez la liste 4 pour le Grand conseil !

DAVID HAUSMANN, CANDIDAT AU GC EN GRUYÈRE
david.hausmann@sunrise.ch

DANS LA COURSE POUR LES CANTONALES 2022

Tous les cinq ans, les électeurs vaudois renouvellent le Conseil d'Etat, exécutif de 7 membres, selon le système majoritaire à deux tours, ainsi que le Grand conseil, législatif de 150 membres, selon le système proportionnel, dans 10 districts et 3 sous-districts. Les prochaines élections cantonales auront lieu au printemps 2022. Le PEV se met en lice.

Le défi pour un petit parti comme le PEV est conséquent : d'abord, la liste d'un arrondissement électoral doit obtenir au moins 5 % des suffrages pour franchir le fameux quorum vaudois, sans quoi elle est purement et

simplement invalidée. Ensuite, elle doit obtenir le nombre de voix correspondant à l'élection d'un député dans l'arrondissement, chose plus facile dans les districts peuplés qui ont droit à proportionnellement davantage de députés. Ces exigences font qu'il est indispensable pour le PEV de ne pas partir seul. Il doit se rassembler avec d'autres partis sur une liste commune. Des alliances sont donc nécessaires et sont d'autant plus équitables et faisables que les forces en présence sont de taille et de positionnement similaires. Parti centriste, le PEV construit des alli-

ances de préférence au centre de l'échiquier politique. Au niveau cantonal, ce centre a perdu passablement de forces ces cinq dernières années à cause de la perte de vitesse du PDC et de la disparition du PBD. C'est une opportunité pour présenter le PEV comme le parti centriste par excellence !

Le comité cantonal du PEV Vaud doit donc faire un gros travail d'organisation cet automne pour maximiser ses chances. D'abord, trouver des candidats dans le plus grand nombre possible de districts, en mettant la priorité sur les plus peuplés : Nord Vaudois, Lausanne, Morges, Nyon, Riviera, Ouest Lausannois. Ensuite, dans chaque district il lui faut trouver des alliances compatibles avec le positionnement du PEV et se mettre d'accord pour une liste commune ou apparentée.

Finalement, et c'est le plus important, trouver le plus possible de candidats prêts à figurer sur une liste et, pour

certain, prêts à être des têtes de liste, potentiels futurs députés ! Ces élections cantonales restent dans tous les cas une opportunité importante pour faire connaître les valeurs et le travail du PEV auprès des vaudois et vaudoises. Qu'on se le dise !

STEVE TANNER, CONSEILLER MUNICIPAL CHAVORNAY (VD)
steve.tanner@bluewin.ch

ClimatePartner
climaticquement neutre

Impression | ID: 53458-1410-1071

APPEL AUX CANDIDATS MOTIVÉS

Le PEV Vaud recherche, dans plusieurs districts, des candidats qui veulent concrétiser leur engagement : "À bon entendeur, salut..." ! Une séance d'information et d'organisation sera organisée le jeudi soir 28 octobre 2021. Annoncez-vous à : f.bachmann@gmail.com

IMPRESSUM

Accents : bulletin d'information du Parti Evangélique Suisse (PEV) 17ème année, numéro 2, 2021 Paraît deux fois par an.

Editeur : Parti Evangélique Suisse (PEV)
Case postale, Nâgeligasse 9, 3001 Berne,
tél. 031 351 71 71 info@evppev.ch
www.evppev.ch / CCP 80-38232-2

Rédaction, gestion des adresses et des abonnements :

Parti Evangélique Suisse (PEV) :
Philippe Siraut, philippe.siraut@evppev.ch